



Charte de principes

La mobilisation sociale, écologique et démocratique qui se développe depuis janvier 2019 regroupe des citoyens très divers, gilets jaunes, militants écologistes, défenseurs des services publics, militants de partis, et de syndicats ou d'associations,... Cependant, malgré cette diversité, tous convergent vers un **petit nombre de principes d'action communs**, qui tracent les contours d'un véritable **changement de système** :

- **Construire un monde soutenable pour toutes et tous**, et non pour une petite minorité, en instaurant, en rupture avec la fuite en avant actuelle, des régulations fortes pour aller vers un modèle de développement, fait de sobriété, de décroissance, de justice sociale et de partage, d'autres raisons de vivre et d'agir, et en développant l'autonomie des territoires et leur capacité de résilience ;
- **Lutter, pendant qu'il est encore temps de préserver notre écosystème, contre le réchauffement climatique**, la perte de biodiversité, les multiples atteintes à l'environnement, et en instaurant de nouveaux rapports avec la nature ;
- **Remettre la finance et l'économie au service de l'intérêt général, sous le contrôle** de la puissance publique et de la souveraineté populaire ; restaurer la souveraineté de l'État sur sa dette face aux marchés financiers afin de restaurer la justice et répartir équitablement la richesse produite et la contribution à l'impôt selon les capacités contributives ;
- **Considérer comme des biens communs non privatisables** les ressources naturelles, les transports, le vivant, la santé, l'éducation, les connaissances, l'art et la culture, en développer la gratuité et organiser leur gestion démocratique et responsable. Cela implique l'évolution du droit de propriété vers un droit d'usage ;
- **Promouvoir des logiques de coopération et de mutualisation** à travers des communautés à taille humaine où chacun puisse épanouir ses potentialités, en particulier ses capacités de don, de partage, de non violence et de créativité, l'égalité et la liberté ne trouvant leur sens que dans un contexte de fraternité ;
- **Renouveler profondément la démocratie**, en redonnant à chaque citoyen la possibilité de proposer, de décider, de contrôler l'action commune, et en redéfinissant la représentation par les élus révocables comme un service temporaire et non un métier ;
- **Respecter les Droits humains et la dignité humaine**, lutter contre toutes les discriminations de genre, de race de conditions sociales, en dépassant l'égalité formelle pour aller vers une égalité effective dans l'accès aux biens communs comme l'éducation, aux services, à la santé, à la culture.
- **Concevoir la solidarité comme une réciprocité et une co-responsabilité** de chacun envers tous (des relations interpersonnelles à une solidarité mondiale), et non comme une assistance, sans exclure personne ;
- **Permettre à chacun, par une information et une éducation émancipatrice** à tous les âges de la vie, d'être acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire, en se libérant des conditionnements imposés par la société, notamment par les médias dominants et la publicité, de lutte de tous contre tous et de consommation compulsive ;
- **Chercher une cohérence entre la parole, l'action et le sens donné par chacun à son existence**, dans la diversité des options et des histoires personnelles, avec un équilibre entre identité et ouverture, entre culture propre et métissage, à travers une démarche de laïcité dynamique, synonyme d'ouverture à la diversité des cultures, des pensées et des raisons d'agir.